



Un fiasco de Tweets: des documents indiquent que les États-Unis ont participé aux manifestations à Cuba

Par [Alan Mcleod](#)

Mondialisation.ca, 16 août 2021

[MintPress](#) 16 juillet 2021

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Services de renseignements](#)

Le gouvernement américain peut créer une misère économique pour le peuple cubain, mais il ne peut, semble-t-il, le convaincre de renverser son gouvernement.

LA HAVANE - En début de semaine, Cuba a été secouée par une série de manifestations antigouvernementales dans les rues. L'establishment américain a immédiatement salué les événements, mettant tout son poids derrière les manifestants. Pourtant, des documents suggèrent que Washington pourrait être plus impliqué dans ces événements qu'il ne veut bien le dire publiquement.

Comme [beaucoup l'ont rapporté](#), les manifestations, qui ont commencé dimanche dans la ville de San Antonio de los Baños, dans l'ouest de l'île, ont été menées et soutenues vocalement par des artistes et des musiciens, en particulier ceux de la scène hip-hop dynamique.

'Pour ceux qui ne connaissent pas Cuba, les manifestations auxquelles nous assistons ont été lancées par des artistes, et non par des politiciens. La chanson 'Patria y Vida' explique avec force ce que ressentent les jeunes Cubains. Et sa sortie a eu un tel impact que vous irez en prison si vous êtes pris en train de la jouer à Cuba', [a déclaré](#) le sénateur de Floride Marco Rubio, faisant référence à un morceau du rappeur Yotuel.

[NPR](#) et le [New York Times](#) ont tous deux publié des articles détaillés sur la chanson et la façon dont elle a galvanisé le mouvement. NPR a titré 'The Hip-Hop Song That's Driving Cuba's Unprecedented Protests' [La chanson de Hip-Hop qui alimente les manifestations sans précédentes]. Yotuel lui-même a pris la tête d'une manifestation de solidarité à Miami.

Mais ce que ces rapports ne mentionnaient pas, c'est à quel point les rappeurs cubains comme Yotuel ont été recrutés par le gouvernement américain afin de semer le mécontentement dans la nation des Caraïbes. Les dernières publications [de subventions](#) de la National Endowment for Democracy (NED) - une organisation créée par l'administration Reagan en tant que groupe de façade pour la CIA - montrent que Washington tente d'infiltrer la scène artistique cubaine afin de provoquer un changement de régime. 'Une grande partie de ce que nous faisons aujourd'hui a été réalisée secrètement il y a 25 ans par la CIA', [a déclaré](#) un jour Allen Weinstein, cofondateur de la NED, au *Washington Post*.



14 juillet 2021, Yotuel pose avec des employés dans un restaurant cubain du quartier de Little Havana à Miami. Wilfredo Lee | AP

Par exemple, un projet, intitulé 'Empowering Cuban Hip-Hop Artists as Leaders in Society' [Donner aux artistes hip-hop cubains les moyens d'être des leaders dans la société], déclare que son objectif est de 'promouvoir la participation des citoyens et le changement social' et de 'sensibiliser au rôle des artistes hip-hop dans le renforcement de la démocratie dans la région'. Un autre projet, intitulé 'Promouvoir la liberté d'expression à Cuba par le biais des arts', prétend aider les artistes locaux à réaliser des projets liés à 'la démocratie, aux droits de l'homme et à la mémoire historique' et contribuer à 'accroître la sensibilisation à la réalité cubaine'. Cette 'réalité', comme [l'a déclaré](#) le président Joe Biden lui-même cette semaine, est que le gouvernement cubain est un 'régime autoritaire' qui a exercé 'des décennies de répression' alors que les dirigeants ne font que 's'enrichir'.

Parmi les autres opérations que la NED finance actuellement figure le renforcement de la capacité de la société civile cubaine à 'proposer des alternatives politiques' et à 'assurer la transition vers la démocratie.' L'agence ne divulgue jamais avec qui elle travaille à Cuba, ni aucune autre information au-delà de deux ou trois phrases anodines, ce qui amène les Cubains à se demander si tout groupe contestant, même vaguement, les normes politiques ou sociétales est secrètement financé par Washington.

'Le département d'État, l'Agence américaine pour le développement international et l'Agence américaine pour les médias mondiaux ont tous financé des programmes de soutien aux artistes, journalistes, blogueurs et musiciens cubains', a déclaré à *MintPress* Tracey Eaton, une journaliste qui dirige [The Cuba Money Project](#). 'Il est impossible de dire combien d'argent des contribuables américains a été consacré à ces programmes au fil des ans, car les détails de nombreux projets sont tenus secrets', a-t-il ajouté.

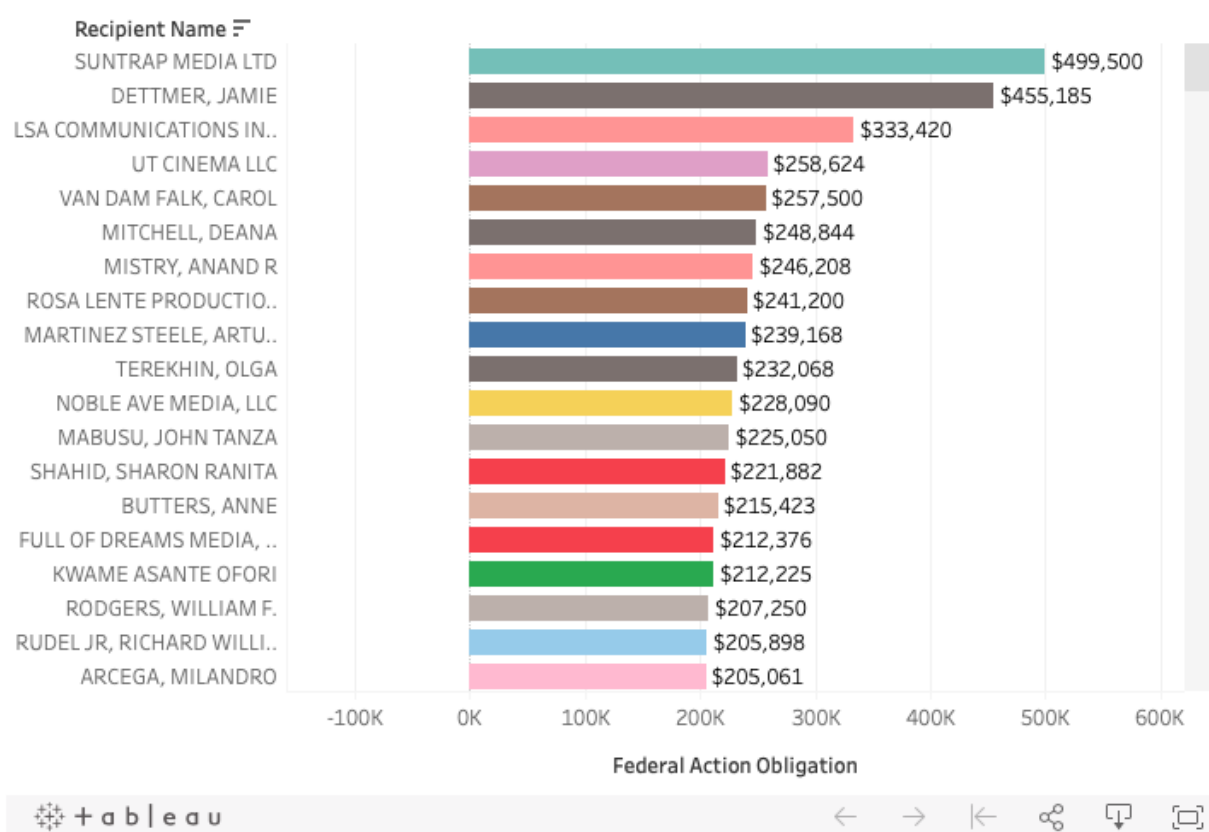
Une [offre de subvention](#) actuellement en cours de l'organisation sœur de la NED, USAID,

propose un financement de 2 millions de dollars à des groupes qui utilisent la culture pour provoquer un changement social à Cuba. Les candidats ont jusqu'au 30 juillet pour demander jusqu'à 1 million de dollars chacun. L'annonce elle-même fait référence à la chanson de Yotuel : 'Les artistes et les musiciens sont descendus dans la rue pour protester contre la répression du gouvernement, produisant des hymnes tels que 'Patria y Vida', qui a non seulement sensibilisé le monde entier à la situation critique du peuple cubain, mais a également servi de cri de ralliement pour le changement sur l'île'.

La scène hip-hop en particulier a longtemps été la cible d'agences américaines comme la NED et l'USAID. Gagnant en popularité à la fin des années 1990, les rappeurs locaux ont eu un impact considérable sur la société, contribuant à mettre en avant de nombreux sujets jusque-là peu discutés. Les États-Unis ont vu dans leurs critiques mordantes du racisme un moyen de pression qu'ils pouvaient exploiter et [ont tenté de les recruter](#) dans leurs rangs, bien qu'il soit [difficile de savoir](#) jusqu'où ils sont allés dans cette entreprise, car peu de membres de la communauté du rap voulaient faire partie d'une telle opération.

Le graphique ci-dessous montre combien d'argent différents artistes ont reçu du gouvernement américain. Crédit : [Cuba Money Project](#)

Writers, Artists, Performers



[Click here for the full list.](#)

MintPress s'est également entretenu avec le professeur [Sujatha Fernandes](#), sociologue à l'Université de Sydney et [spécialiste](#) de la culture musicale cubaine. Fernandes a déclaré :

« Pendant de nombreuses années, sous la couverture du changement de régime, des organisations comme USAID ont essayé d'infiltrer des groupes de rap cubains et de financer des opérations secrètes pour provoquer des protestations chez les jeunes. Ces programmes ont impliqué un niveau effrayant de manipulation des artistes cubains, ont mis les Cubains en danger et ont menacé de fermer les espaces critiques de dialogue artistique que beaucoup ont travaillé dur à construire. »

Parmi les autres domaines dans lesquels les organisations américaines concentrent leurs ressources, citons le journalisme sportif – que la NED [espère utiliser](#) comme un 'véhicule pour raconter les réalités politiques, sociales et culturelles de la société cubaine' – et les groupes de défense des droits des femmes et des LGBTQ+, l'empire intersectionnel voyant apparemment une occasion d'utiliser également ces questions pour accroître les fissures dans la société cubaine.

Le budget des crédits de la Chambre des représentants, [publié au début du mois](#), réserve également jusqu'à 20 millions de dollars pour des 'programmes de démocratie' à Cuba, y compris ceux qui soutiennent 'la libre entreprise et les organisations commerciales privées'. Ce que l'on entend par 'démocratie' est clairement indiqué dans le document, qui stipule en termes non équivoques qu'aucun des fonds mis à disposition en vertu de ce paragraphe ne peut être utilisé pour aider le gouvernement de Cuba.' Ainsi, toute mention de 'démocratie' à Cuba est pratiquement synonyme de changement de régime.

Capitaliser sur une économie en difficulté

Les manifestations ont commencé dimanche après une panne de courant qui a privé les habitants de San Antonio de los Baños d'électricité pendant la chaleur estivale. Cela a semblé être l'étincelle qui a conduit des centaines de personnes à défiler dans la rue. Toutefois, l'économie cubaine a également connu un effondrement ces derniers temps. Comme l'a déclaré à MintPress le professeur Aviva Chomsky de l'université d'État de Salem, auteur de 'A History of the Cuban Revolution' :

'La situation économique actuelle de Cuba est plutôt désastreuse (comme l'est, je tiens à le souligner, la quasi-totalité du tiers-monde). L'embargo américain (ou, comme les Cubains l'appellent, le blocus) a été un obstacle de plus (en plus des obstacles rencontrés par tous les pays pauvres) dans la lutte de Cuba contre le COVID-19. L'effondrement du tourisme a été dévastateur pour l'économie cubaine – une fois encore, comme cela a été le cas dans presque tous les pays à forte intensité touristique.'

Cependant, Chomsky a également noté que ce pourrait être une erreur d'étiqueter tous les manifestants comme aspirant à une thérapie de choc du marché libre. 'Il est intéressant de noter que bon nombre des manifestants protestent en fait contre les réformes *capitalistes* de Cuba, plutôt que contre le socialisme. 'Ils ont de l'argent pour construire des hôtels, mais nous n'avons pas d'argent pour la nourriture, nous sommes affamés', a déclaré un manifestant. Et ça, c'est le capitalisme ! » a déclaré Chomsky.



Le sénateur de Floride Rick Scott tient une photo de manifestants cubains lors d'une conférence de presse à Washington, le 13 juillet 2021. J. Scott Applewhite | AP

Eaton s'est montré sceptique quant à l'idée que tous les manifestants étaient à la solde des États-Unis. 'Il est certain qu'une grande partie du soulèvement était organique, mené par des Cubains désespérés, pauvres, affamés et fatigués de l'incapacité de leur gouvernement à répondre à leurs besoins fondamentaux', a-t-il déclaré. Pourtant, certains signes montrent qu'au moins quelques-uns ne se contentaient pas de dénoncer le manque de nourriture dans les magasins ou de médicaments dans les pharmacies. Un certain nombre de manifestants [ont défilé sous le drapeau américain](#) et les événements ont été immédiatement approuvés par le gouvernement américain.

'Nous sommes aux côtés du peuple cubain et de son appel à la liberté', peut-on lire dans [une déclaration officielle](#) de la Maison-Blanche. Julie Chung, secrétaire adjointe par intérim de M. Biden au Bureau des affaires de l'hémisphère occidental du Département d'État américain, [a ajouté](#) :

'Le peuple cubain continue d'exprimer courageusement son désir de liberté face à la répression. Nous appelons le gouvernement cubain à : s'abstenir de toute violence, écouter les demandes de ses citoyens, respecter les droits des manifestants et des journalistes. Le peuple cubain a attendu assez longtemps pour ¡Libertad !'

Les Républicains sont allés beaucoup plus loin. Le maire de Miami, Francis Suarez, a exigé que les États-Unis interviennent militairement, [déclarant à Fox News](#) que les États-Unis devraient mettre sur pied une 'coalition d'action militaire potentielle à Cuba'. Pendant ce temps, le député de Floride Anthony Sabbatini a appelé à un changement de régime sur l'île, [en tweetant](#) :

High-ranking communist officials in Cuba should be given an ultimatum now:

Either immediately assist in the transition of government away from communism or be prosecuted and executed thereafter [#SOSCuba](#)

— Rep. Anthony Sabatini (@AnthonySabatini) [July 12, 2021](#)

Traduction :« *Les hauts responsables communistes de Cuba devraient recevoir un ultimatum maintenant : Contribuer immédiatement à la transition vers un gouvernement non communiste, ou être poursuivis et exécutés par la suite.* »

Le bureau des acclamations des médias commerciaux.

Les médias commerciaux se sont également montrés extrêmement intéressés par les manifestations, leur consacrant de nombreuses colonnes et un temps d'antenne important. C'est extrêmement inhabituel pour de telles actions en Amérique latine. La Colombie a vécu des mois de grèves générales contre un gouvernement répressif, tandis qu'il y a eu trois ans de manifestations quasi quotidiennes en Haïti, qui ont été presque [totalement ignorées](#) jusqu'au début du mois, lorsque le président Jovenel Moïse, soutenu par les États-Unis, [a été assassiné](#).

L'effet des sanctions américaines a été constamment minimisé ou n'a même pas été mentionné dans les reportages. Par exemple, le comité éditorial du *Washington Post* s'est [prononcé en faveur](#) des manifestants, affirmant que le président cubain Miguel Díaz-Canel réagissait 'avec une brutalité prévisible... en rejetant la faute sur les États-Unis et l'embargo commercial américain'. D'autres médias n'ont même pas mentionné l'embargo, laissant aux lecteurs l'impression que les événements ne pouvaient être compris que comme un soulèvement démocratique contre une dictature en déliquescence.

C'est particulièrement pernicieux car les [documents gouvernementaux](#) indiquent explicitement que l'objectif des sanctions américaines est de 'réduire les salaires monétaires et réels, de provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement' - exactement les conditions qui se développent actuellement à Cuba. Le professeur Chomsky a noté :

'L'embargo/blocus américain est l'une des causes (et non la seule) de la crise économique de Cuba. Les États-Unis ont ouvertement et continuellement déclaré que l'objectif de l'embargo est de détruire l'économie cubaine afin que le gouvernement s'effondre. Il n'est donc pas seulement raisonnable, il est évident que les États-Unis ont une part de responsabilité dans cette affaire.'

Chomsky s'est également inscrit en faux contre l'explication des événements par les médias, déclarant :

'Regardez la couverture des manifestations de Black Lives Matter ou Occupy Wall Street dans ce pays. Une chose que nous voyons constamment est que lorsque les gens protestent dans les pays capitalistes, les médias n'expliquent jamais les problèmes qu'ils protestent comme étant causés par le capitalisme. Lorsque les gens manifestent dans des pays communistes ou socialistes, les médias attribuent les problèmes au communisme ou au socialisme.'

Les médias se sont efforcés de souligner l'ampleur et l'étendue des manifestations anti-gouvernementales, insistant sur le fait que les contre-manifestations pro-gouvernementales étaient moins nombreuses, malgré les images des manifestations qui suggèrent le contraire. Comme [le rapporte Reuters](#), 'des milliers de personnes sont descendues dans les rues de La Havane dimanche, y compris dans le centre historique, et ont noyé les groupes de partisans du gouvernement qui brandissaient le drapeau cubain et chantaient Fidel.'

Si tel était le cas, il est en effet étrange que tant de médias aient [utilisé des images](#) de mouvements *pro-gouvernementaux* pour illustrer la taille et la portée supposées de l'action *anti-gouvernementale*. [The Guardian](#), [Fox News](#), [The Financial Times](#), [NBC](#) et [Yahoo ! News](#) ont tous affirmé à tort que la photo d'un grand rassemblement socialiste était en fait une manifestation antigouvernementale. Les grandes bannières rouges et noires portant les mots '26 Julio' (le nom du parti politique de Fidel Castro) auraient dû mettre la puce à l'oreille des rédacteurs ou des factcheckers. Pendant ce temps, [CNN](#) et [National Geographic](#) ont illustré leurs articles sur les manifestations à Cuba avec des images de rassemblements à Miami – des rassemblements qui semblaient bien plus suivies que d'autres similaires à 150 km au sud.

A ton of corporate media, including the Financial Times, Fox News, The New York Times and The Guardian have used a pic of a PRO-govt rally in Cuba to illustrate their articles on anti-government protests, falsely claiming the huge crowds to be on the side of the US. pic.twitter.com/eKo9QJzpeP

— Alan MacLeod (@AlanRMacLeod) [July 13, 2021](#)

Traduction : « Une tonne de médias commerciaux, dont le Financial Times, Fox News, le New York Times et le Guardian, ont utilisé une photo d'un rassemblement PRO-gouvernemental à Cuba pour illustrer leurs articles sur les manifestations anti-gouvernementales, affirmant à tort que les énormes foules étaient du côté des États-Unis ».

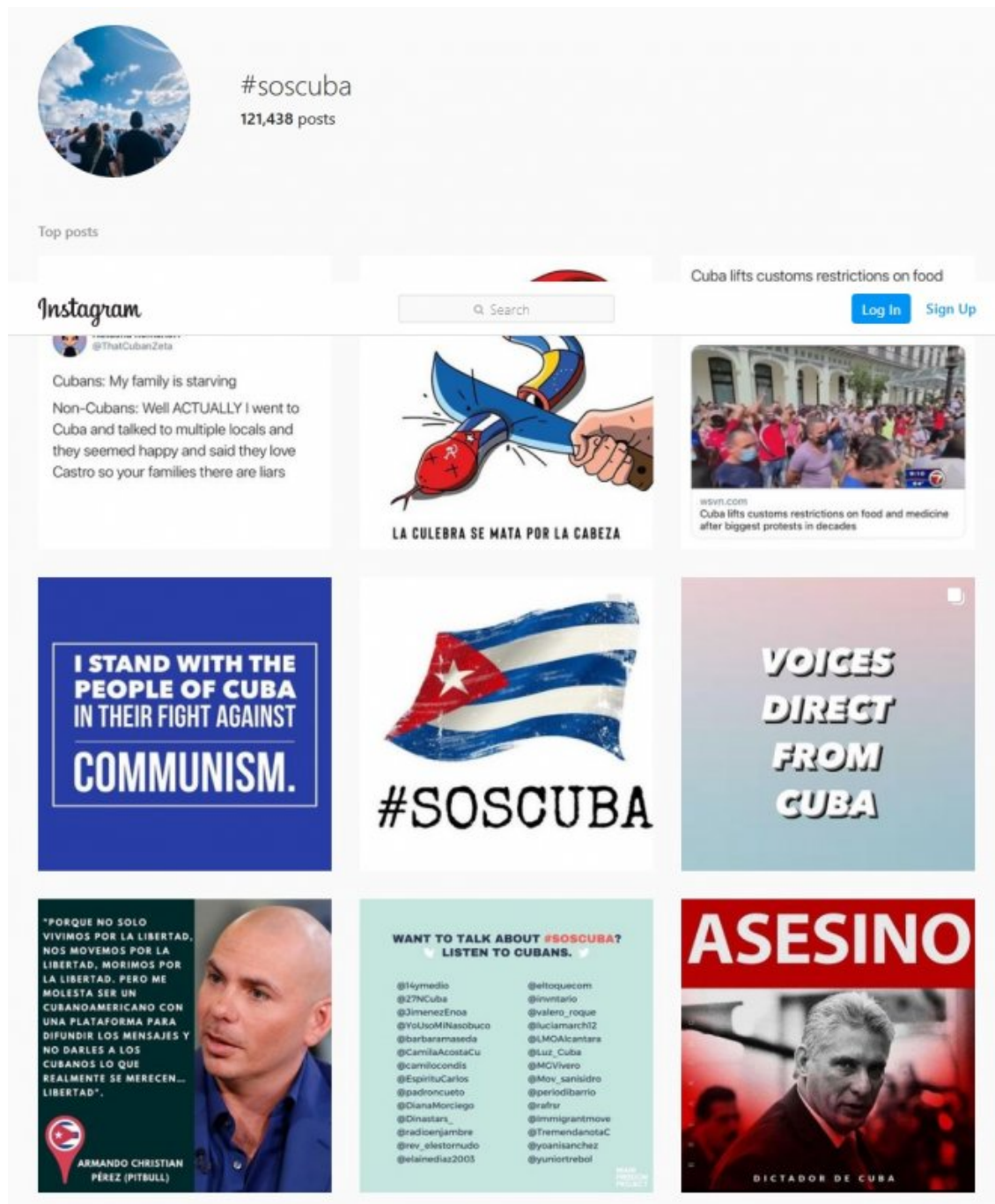
Les médias sociaux en surchauffe

Les médias sociaux ont également joué un rôle essentiel dans la transformation de ce qui était une manifestation localisée en un événement d'ampleur nationale. Mary Murray, directrice de l'Amérique latine à NBC, [a noté](#) que ce n'est que lorsque les flux en direct des événements ont été repris et amplifiés par la communauté des expatriés à Miami que le mouvement a 'commencé à se propager', ce qui suggère que la croissance du mouvement était partiellement artificielle. Après le blocage d'Internet par le gouvernement, les manifestations se sont tues.

Le hashtag #SOSCuba est resté actif pendant plus d'une journée. Il y a actuellement [plus de 120 000 photos](#) sur Instagram utilisant le hashtag. Mais comme l'a déclaré à MintPress [Arnold August](#), auteur de nombreux ouvrages sur Cuba et les relations cubano-américaines, une grande partie de l'attention portée aux protestations était le résultat d'une activité artificielle :

'La dernière tentative de changement de régime trouve également ses racines en Espagne. Historiquement, l'ancien colonisateur de Cuba joue son rôle dans toutes les grandes tentatives de changement de régime, non seulement pour Cuba, mais aussi, par exemple, au Venezuela. L'opération de juillet a fait un

usage intensif de robots, d'algorithmes et de comptes récemment créés pour l'occasion.'



En quelques jours, le hashtag #SOSCUBA a généré plus de 120 000 images sur Instagram.

August a noté que le premier compte utilisant #SOSCuba sur Twitter était en fait situé en Espagne. Ce compte a posté près de 1 300 tweets le 11 juillet. Le hashtag a également été soutenu par des centaines de comptes tweetant exactement les mêmes phrases en espagnol, avec les mêmes petites fautes de frappe. Un [message courant](#) disait (traduit de l'espagnol) : 'Cuba traverse la plus grande crise humanitaire depuis le début de la pandémie. Toute personne qui postera le hashtag #SOSCuba nous aidera beaucoup. Toute personne qui voit cela devrait aider avec le hashtag'. Un autre texte, où l'on pouvait lire 'Nous, les Cubains, ne voulons pas la fin de l'embargo si cela signifie que le régime et la dictature demeurent, nous voulons qu'ils partent, plus de communisme', a été tellement

galvaudé qu'il est devenu un mème en soi, avec des utilisateurs de médias sociaux qui l'ont parodié, postant le texte à côté de photos de manifestations à côté de la Tour Eiffel, de foules à Disneyland, ou de photos de l'inauguration de Trump. Le journaliste espagnol Julian Macías Tovar a également [répertorié le nombre suspect](#) de nouveaux comptes utilisant le hashtag.

Une grande partie de l'opération était si grossière qu'elle n'aurait pas pu manquer d'être découverte, et nombre des comptes, y compris [le premier utilisateur](#) du hashtag #SOSCuba, ont maintenant été suspendus pour comportement illicite. Pourtant, Twitter lui-même a choisi de placer les manifestations en tête de sa rubrique 'Que se passe-t-il' pendant plus de 24 heures, ce qui signifie que chaque utilisateur serait informé, une décision qui a encore amplifié le mouvement.

La direction de Twitter affiche depuis longtemps une hostilité ouverte à l'égard du gouvernement cubain. En 2019, elle a pris des mesures coordonnées [pour suspendre](#) pratiquement tous les comptes de médias d'État cubains, ainsi que ceux appartenant au Parti communiste. Cette action s'inscrivait dans une [tendance plus large](#) de suppression ou d'interdiction des comptes favorables aux gouvernements que le département d'État américain considère comme des ennemis, notamment le Venezuela, la Chine et la Russie.

En 2010, l'USAID a secrètement créé une application cubaine de médias sociaux appelée Zunzoneo, souvent décrite comme le Twitter cubain. À son apogée, elle comptait 40 000 utilisateurs cubains - un nombre très important pour l'époque sur cette île réputée pour son manque d'Internet. Aucun de ces utilisateurs ne savait que l'application avait été secrètement conçue et commercialisée à leur intention par le gouvernement américain. L'objectif était de créer un service génial qui commencerait lentement à alimenter les Cubains en propagande sur le changement de régime et les dirigerait vers des manifestations et des 'foules éclairées' visant à déclencher une révolution de couleur.

Afin de dissimuler sa participation au projet, le gouvernement américain a organisé [une réunion secrète](#) avec le fondateur de Twitter, Jack Dorsey, dans le but de l'inciter à investir dans le projet. On ne sait pas dans quelle mesure, le cas échéant, Dorsey a aidé, car il a refusé de s'exprimer sur le sujet. Ce [n'est pas la seule application](#) anti-gouvernementale que les États-Unis ont financée à Cuba. Pourtant, compte tenu des événements de cette semaine et des liens de plus en plus étroits entre la Silicon Valley et l'État de sécurité nationale, il est possible que le gouvernement américain considère que d'autres applications de camouflage ne sont pas nécessaires : Twitter agit déjà comme un instrument de changement de régime.

Cuba dans le collimateur permanent

À la fin du XIXe siècle, les États-Unis avaient effectivement conquis l'ensemble de leur territoire contigu ; la frontière a été déclarée fermée en 1890. Presque immédiatement, ils ont commencé à chercher des possibilités d'expansion vers l'ouest, dans le Pacifique - vers Hawaï, les Philippines et Guam. Ils commencent également à regarder vers le sud. En 1898, les États-Unis sont intervenus dans la guerre d'indépendance de Cuba contre l'Espagne, utilisant le mystérieux naufrage de l'*U.S.S. Maine* comme prétexte pour envahir et occuper Cuba. Les États-Unis ont exploité Cuba comme un État vassal pendant des décennies, jusqu'à ce que le régime de Batista soit renversé par la révolution de 1959 qui a porté Fidel Castro au pouvoir.

Les États-Unis ont lancé une invasion ratée de l'île en 1961, l'événement de la baie des Cochons, qui a rapproché Castro de l'Union soviétique, préparant ainsi le terrain pour la crise des missiles de Cuba l'année suivante. Les États-Unis [auraient tenté](#) d'assassiner Castro des centaines de fois, sans succès. Ils ont toutefois mené une guerre terroriste acharnée et prolongée contre Cuba et son infrastructure, y compris en [utilisant des armes biologiques](#) contre l'île. À cela s'ajoute une guerre économique de longue haleine, le blocus américain de l'île depuis 60 ans qui a freiné son développement. En plus de cela, il a tenté de bombarder la nation caribéenne de propagande anticommuniste. *TV Martí*, un réseau médiatique basé en Floride, [a coûté au contribuable américain](#) plus d'un demi-milliard de dollars depuis sa création en 1990, bien que le gouvernement cubain réussisse à brouiller le signal, ce qui signifie que pratiquement personne ne regarde son contenu.

Après la dissolution de l'Union soviétique en 1991, Cuba s'est retrouvée sans son principal partenaire commercial, auquel elle avait adapté son économie. Sans acheteur garanti pour son sucre, et sans les importations subventionnées de pétrole russe, l'économie s'est effondrée. Flairant le coup, les États-Unis ont intensifié les sanctions. Pourtant, Cuba s'en est sorti pendant cette période sombre connue sous le nom de 'période spéciale'.

Après l'arrivée au pouvoir d'une vague de gouvernements de gauche anti-impérialistes dans toute l'Amérique latine dans les années 2000, l'administration Obama a été contrainte de s'orienter vers une normalisation des relations diplomatiques avec l'île. Cependant, une fois en poste, le président Donald Trump est revenu sur ces actions, intensifiant le blocus et mettant fin aux envois de fonds vitaux des Cubains-Américains vers l'île. Le conseiller de Trump, John Bolton, [a qualifié Cuba](#), le Venezuela et le Nicaragua de 'troïka de la tyrannie' – une référence claire [au discours](#) de George Bush sur 'l'axe du mal', laissant entendre que ces trois nations pouvaient s'attendre à une action militaire contre elles prochainement. Dans ses derniers jours, l'administration Trump a [également déclaré](#) que Cuba était un État soutenant le terrorisme.

Alors que Biden avait laissé entendre qu'il pourrait ramener la politique américaine à l'égard de Cuba à l'époque d'Obama, il a, jusqu'à présent, peu fait pour se démarquer de la ligne de Trump, [son soutien sans équivoque](#) aux actions de cette semaine en étant le dernier exemple.

Malgré une couverture médiatique mondiale monumentale, les encouragements et la légitimation des dirigeants mondiaux, y compris le président des États-Unis lui-même, l'action récente s'est essoufflée après à peine 24 heures. Dans [la plupart des cas](#), les contre-manifestations ont effectivement dilué les protestations, sans qu'il soit nécessaire de déployer des forces répressives.

Le gouvernement américain peut provoquer la misère économique du peuple cubain, mais il ne peut, semble-t-il, le convaincre de renverser son gouvernement. 'Les événements actuels à Cuba constituent en réalité le *USS Maine* de 2021', a déclaré August. S'il s'agissait réellement d'une tentative de révolution de couleur, comme le laisse entendre August, elle n'a pas été très réussie, se résumant à un peu plus qu'une campagne de tweets qui a viré au fiasco.

Alan MacLeod

Article original en anglais :



[The Bay of Tweets: Documents Point to US Hand in Cuba Protests](#)

[MintPress News](#) 16 juillet 2021

Traduction par Viktor Dedaj pour [Le Grand Soir](#)

La source originale de cet article est [MintPress](#)

Copyright © [Alan Mcleod](#), [MintPress](#), 2021

Articles Par : [Alan Mcleod](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca